

CREAL76

www.creal76.fr

LAÏCITÉ

14 avril 1931

Il y a 90 ans

les Lumières de la Ile République espagnole

par Francis PALLARÉS-ARÁN
membre du CREAL76

CONSTITUCION DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

España, en uso de su soberanía, y representada por las Cortes Constituyentes, decreta y sanciona esta Constitución.

TITULO PRELIMINAR

Disposiciones generales.

Artículo 1.º España es una República democrática de trabajadores de toda clase, que se organiza en régimen de Libertad y de Justicia.

Los poderes de todos sus órganos emanan del pueblo.

La República constituye un Estado integral, compatible con la autonomía de los Municipios y las Regiones.

La bandera de la República española es roja, amarilla y morada.

Artículo 2.º Todos los españoles son iguales ante la ley.

Artículo 3.º El Estado español no tiene religión oficial.

Artículo 4.º El castellano es el idioma oficial de la República.

Todo español tiene obligación de saberlo y derecho de usarlo, sin perjuicio de los derechos que las leyes del Estado reconozcan a las lenguas de las provincias o regiones.

Salvo lo que se disponga en leyes especiales, a nadie se le podrá exigir el conocimiento ni el uso de ninguna lengua regional.

Artículo 5.º La capitalidad de la República se fija en Madrid.

Artículo 6.º España renuncia a la guerra como instrumento de política nacional.

Artículo 7.º El Estado español acatará las normas universales del Derecho internacional, incorporándolas a su derecho positivo.

14 avril 1931.

Il y a 90 ans,

les Lumières de la II^e République espagnole¹.

Les médias n'ont cessé depuis la mort du Caudillo de nous parler avec émerveillement de « *la jeune démocratie espagnole* » et de cette « *Transition modèle* », comme si l'Espagne n'avait jamais connu de démocratie.

Or, il y a 90 ans, le 14 avril 1931, était proclamée la II^e République espagnole.

Quelles qu'aient pu être ses déficiences, cette république représentait un espoir extraordinaire pour des milliers d'ouvriers, de paysans sans terre, d'employés, d'instituteurs, d'intellectuels et d'artistes.

Elle vit des réalisations concrètes qui, encore à présent, étonnent par leur modernité.



Niceto Alcalá-Zamora
premier président

La résurrection de la République.

La fuite à l'étranger de l'ex-roi d'Espagne Juan Carlos, tel « *un voleur de poules*² », a plus que jamais remis à l'ordre du jour la fin de la monarchie.

Évadé fiscal, mis en cause pour prise illégale d'intérêts, ce monsieur avec ses comptes en Suisse, et dans les paradis fiscaux divers et variés, coûtait aux contribuables espagnols la modique somme de 200 000 euros par an, alors que des masses de chômeurs se retrouvent sans ressources, que des milliers de familles ont été mises sur le trottoir par les banques après la crise des *subprimes* de 2008, et que les services hospitaliers, face à la terrible pandémie du Covid-19, sont à la limite de l'implosion, suite aux coupes budgétaires



¹ Titre emprunté au dossier du journal en ligne *el Diario*, Madrid, mars 2021. *Las Luces de la República*.

² Anthony Bellanger, chronique du 4 août 2020 – [à écouter en replay](#) – sur *France-Inter* : « [...] *Roi et voleur de poules* [...] C'est un Bourbon, donc c'est la fuite à Varennes ! Juan Carlos 1^{er}, descendant direct de Louis XIV, comme son cousin Louis XVI, fuit devant l'adversité : des enquêtes pour prise illégale d'intérêts et fraude fiscale sont ouvertes en Suisse et en Espagne. Pour les Espagnols c'est l'histoire qui se répète jusqu'à la caricature ! En deux siècles, les Bourbons d'Espagne ont perdu quatre fois leur couronne, dont le père de Juan Carlos, Don Juan, et son grand-père Alfonso XIII, accusé en plus de haute-trahison par le Parlement. Aujourd'hui, le roi Philippe VI est seul, j'allais presque dire nu : son père en exil, son beau-frère en prison pour corruption, sa sœur, l'infante Cristina, dépouillée de son titre de duchesse et les instituts de sondages s'abstiennent pudiquement de mesurer l'impopularité de la monarchie [...] Juan Carlos est le roi d'une restauration décidée par Franco. Les Espagnols n'ont jamais pu choisir, au sortir de la dictature, entre monarchie ou république – comme les Grecs ou les Italiens. Ils ont été placés devant le fait accompli : la démocratie, certes mais sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Circulez, il n'y a plus rien à voir [...]».

Après sept ans de dictature, la monarchie déconsidérée d'Alphonse XIII s'effondre.

Des crises violentes avaient miné le régime d'Alphonse XIII : 1909, désastre de l'armée au Maroc (*Barranco del Lobo*), simultanément émeutes à Barcelone, églises incendiées (« *La Semaine Tragique* ») et procès inique du pédagogue libertaire Francisco Ferrer Guardia³ ;



en 1921, nouveau désastre militaire au Maroc (*Annual*), guerre du Rif. Pour éviter le scandale (le roi est directement impliqué dans la conduite désastreuse des opérations), le général Miguel Primo de Rivera instaure une dictature militaire en 1923. Ces sept ans de dictature s'achèvent en une crise larvée. Les complots républicains se multiplient où se joignent agitation d'officiers et mouvements sociaux sporadiques. Le 17 août, pacte de Saint-Sébastien, républicains, catalanistes, galéguistes et socialistes scellent un pacte en vue de renverser la monarchie sous le regard bienveillant des libertaires. Le mouvement qui se proposait une insurrection armée appuyée par une grève générale fait long feu et se limite à la garnison de Jaca dans les Pyrénées. C'est un échec. Les deux officiers responsables (Galán et García Hernández) sont jugés sur le champ et Alphonse XIII les fait immédiatement passer par les armes en décembre 1930.

Croyant sortir « *par le haut* », le roi décide de convoquer des élections municipales. Las, ces élections se transforment en plébiscite contre la monarchie, les candidats républicains l'emportent dans les grandes villes. Dès l'annonce des premiers résultats, la république est pro-

clamée à Eibar au Pays basque. À Barcelone, Macià et Companys proclament la république catalane sans attendre. Finalement le 14 avril 1931, sans effusion de sang, comme par surprise, la république est proclamée dans toute l'Espagne. On l'appellera affectueusement « *la Niña bonita* » (« *la jolie Môme* »). Pressé par les autorités militaires craignant le pire et lâché par ses conseillers, le roi Alphonse XIII déconsidéré (affairisme, trahisons, etc.), s'enfuit et trouvera refuge dans l'Italie de Mussolini.

Pour autant il n'abdique pas et emporte des millions de pesetas qui seront déposés en Suisse⁴. L'écrivain Ramón del Valle-Inclán, conclut à son propos, « *Les Espagnols ont chassé le dernier Bourbon non parce qu'il était Roi, mais parce que c'était un voleur* » (« *Los españoles han echado al último Borbón no por Rey, sino por ladrón* »).

La république, un projet de modernisation de l'Espagne

« *Article 1. L'Espagne est une République de travailleurs de toutes les classes, qui s'organisent dans un régime de Liberté et de Justice. Les pouvoirs de tous ses organes émanent du peuple [...] Le drapeau de la République espagnole est rouge, jaune et mauve* » //

« *Artículo 1. España es una República de trabajadores de toda clase, que se organizan en régimen de Libertad y de Justicia. Los poderes de todos sus órganos emanan del pueblo. (...)* »

Dès le 14 avril, il était patent que des questions devaient trouver d'urgence une solution.

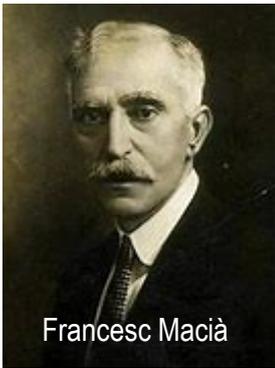
La question des particularismes périphériques (Catalogne, Pays basque, Galice).

Le premier problème qui surgit est celui de la Catalogne. Comme pour le Pays basque (*Euskadi*), il était apparu au tournant de deux siècles et les rapports entre Madrid et la périphérie étaient devenus de plus en plus tendus.

³ Les manifestations contre la condamnation de Francisco Ferrer seront l'occasion, pour la première fois au monde, d'une campagne internationale de solidarité. À Paris, ce sera la première manifestation pacifique autorisée et organisée de conserve entre les organisations ouvrières et la préfecture.

⁴ Son fils don Juan procédera lui aussi à des dépôts en Suisse... ainsi que l'ex-roi Juan Carlos. Aux dernières nouvelles, la banque Mirabaud de Genève a prié l'ex-roi Bourbon de retirer ses avoirs afin de ne pas nuire à son image de respectabilité....

Lors de la réunion du pacte de Saint-Sébastien, les leaders républicains avaient assuré que les Catalans obtiendraient une éventuelle autonomie. Dès le 14 avril, unilatéralement, le leader catalaniste Francesc Macià avait proclamé la « République catalane comme État intégré à la Fédération Ibérique ». Finalement, le gouvernement provisoire de Madrid dépêcha d'urgence une délégation de



Francesc Macià

trois ministres, pour négocier. On parvint à un accord sur la concession d'un statut d'autonomie qui prendrait le vieux nom médiéval de « *Generalitat* », et la Catalogne resterait au sein de la République espagnole. Le statut fut adopté par le Parlement espagnol (*las Cortes*) en septembre 1932. On ne parlait plus d'« *État catalan* » mais la Catalogne se constituait « *en région autonome au sein de l'État espagnol* ». La voie était ouverte aux autres régions ou « *nationalités* ». Le 28 juin 1936, le référendum d'autonomie de la Galice était adopté. Mais un mois plus tard, la région tombait aux mains des factieux... Le 1^{er} octobre 1936 (on était déjà en guerre), le statut d'autonomie du Pays basque était approuvé par la République.

On voit là que la République, démocratiquement, par le débat et la négociation, avait été capable de mettre en place une réforme territoriale inédite. La longue dictature franquiste fit régresser la question par sa terreur et sa violence brutale (interdiction des langues vernaculaires, interdiction des associations culturelles et partis, incarcérations, tortures et assassinats)... et la question est loin d'être résolue...

Réforme agraire et réformes sociales.

L'agriculture représentait 45,5 % de la population. Un des principaux problèmes était celui de la concentration de domaines (*latifundia*) par de grands propriétaires, pendant que des ouvriers agricoles ne possédaient rien : Andalousie, Estrémadure, Aragon, etc. Dans d'autres régions, comme la Catalogne (*rabassaires*) ou la Galice (*los foros*) d'anciens usages étaient en crise. Il fallait d'urgence une réforme agraire.

C'est Francisco Largo Caballero (Union générale des travailleurs) qui assume le minis-

tère du Travail. Dès les premiers mois du Gouvernement provisoire d'importants décrets furent adoptés pour en finir avec les abus des employeurs en vue d'améliorer les salaires, les conditions de travail et d'empêcher l'embauche de « *jaunes* » à plus bas salaires pour briser les grèves, accidents de travail, indemnités de chômage (*el Diario*, p. 40) – Décret des 21 et 29 avril, 7, 25, 28 mai 1931 – La journée de 8 heures (au lieu *du lever au coucher du soleil*) est décrétée dans l'agriculture (1^{er} juillet 1931) – ce qui représentait une hausse du salaire journalier de 3,5 à 5 pesetas (soit plus de 40 %) pour ce printemps-là. De grands travaux d'irrigation sont mis en chantier. La Loi de réforme agraire est entreprise dès mai 1931, mais elle est très lente à se mettre en place malgré son adoption en septembre 1932. Cependant sa complexité d'application, sa lenteur et le sabotage des partis conservateurs et catholiques (sans compter la période des « *Deux Années noires* » – « *Bienio Negro*, 1934-1935 » – qui « *détricote* » toutes les réformes), exacerbent les tensions.

En ce qui concerne l'industrie, la République crée la protection des ouvriers par la création d'assurances obligatoires d'accidents de travail et une Loi d'indemnisation d'accidents de travail ainsi qu'une Caisse nationale d'assurance d'accidents de travail. Enfin sont institués des « *Jurados mixtos* » (équivalents de « *conseils des prud'hommes* ») destinés à arbitrer les conflits entre patrons et salariés.

Pour la Santé. Le budget de la Direction générale à la Santé (DGS), voit son action dynamisée par la République sous l'impulsion du médecin et chercheur Marcelino Pascua : il passe de 12 millions de pesetas en 1931 à 31 millions en 1933. La République créa 45 centres d'hy-

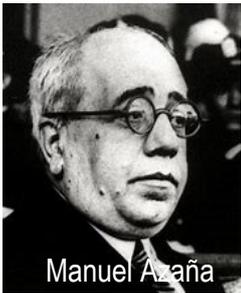
giène rurale. Les médecins étaient en charge non seulement des soins mais aussi de la prévention.

Pendant la guerre le 4 novembre 1936, fut créé pour la première fois en Espagne un ministère de la Santé et de l'Assistance sociale dirigé par l'anarchiste Federica Montseny. Enfin la santé mentale ne fut pas oubliée. *L'Institut Pere Mata* de Reus (antérieur à la République) était déjà à l'avant-garde européenne dans le domaine des établissements psychiatriques. Par le décret du 12 novembre 1931 était créée une section technique de psychiatrie et d'hygiène mentale.



Pendant la Guerre civile, sans doute pour la première fois dans une armée, un médecin, le Dr Francesc Tosquelles⁵ du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), prenait en charge une unité de soins pour les maladies psychiques des soldats.

La réforme militaire.



Le républicain Manuel Azaña a en charge le ministère de la Guerre. L'armée est pléthorique en officiers par rapport à la troupe. 15 000 officiers (1 officier pour 9 soldats, cinq fois plus qu'en France, par exemple; 1 général pour 100 soldats). La loi de Retraite du 25 de abril 1931, visait à réduire ces effectifs. 8 000 officiers sur un total de 20 000, s'y rallièrent, mais avec un effet pervers : c'étaient les moins hostiles au régime. On ferma l'Académie générale militaire de Saragosse qui était dirigée par le général Francisco Franco. Cependant le poids de l'Armée restait important. Dès le 17 mai 1931 on réorganisa les corps de sécurité qui deviendront par la suite le Corps de sécurité et d'assaut ou *Guardias de Asalto* (Gardes d'assaut). Le but étant d'avoir des forces de l'ordre fidèles à la République (la garde civile étant plus proche du régime antérieur et donc peu sûre).

La question laïque et l'Église catholique.

Il faut dire que le règne d'Alphonse XIII avait atteint le summum de l'alliance entre le trône et le goupillon. Toujours du côté des puissants, l'Église catholique espagnole, immensément riche, avait la mainmise sur les œuvres sociales et surtout sur l'enseignement⁶. Dès le départ du roi, les monarchistes et la hiérarchie catholique complotent pour renverser le nouveau régime. Le 1^{er} mai (quinze jours après la proclamation du nouveau régime), le cardinal Pedro Segura, ami intime d'Alphonse XIII adresse une pastorale incendiaire. C'est une véritable déclaration de guerre « *Quand les ennemis du royaume de Jésus-Christ avancent résolument, aucun*

catholique ne peut rester inactif » et d'appeler les fidèles à peser sur la Constituante pour préserver les privilèges de l'Église. Il est expulsé d'Espagne ainsi que l'évêque basque Mateo Múgica.

Par la suite, plusieurs décisions de la République renforcent l'Église dans sa volonté de la combattre et d'en finir avec elle : liberté de culte (scandale, les autres cultes mis sur le même plan que l'Église catholique), interdiction pour les ordres religieux d'enseigner et possibilité de nationaliser leurs biens, dissolution de la Compagnie de Jésus, interdiction des crucifix dans les écoles, suppression du catéchisme, municipalisation des cimetières⁷, mariage civil, droit au divorce par consentement

Art. 26 Toutes les confessions religieuses seront considérées comme des Associations soumises à une loi spéciale.

Ni l'État, ni les régions, provinces et municipalités ne maintiendront, ne favoriseront, ne soutiendront économiquement les Églises, associations et institutions religieuses.

Une loi spéciale réglera l'extinction totale, dans un délai maximum de deux ans, le budget du Clergé. Sont dissous les Ordres Religieux dont les Statuts imposent, outre les trois vœux canoniques, un autre vœu spécial d'obéissance à une autorité autre que l'autorité légitime de l'État. Leurs biens seront nationalisés et affectés à des œuvres de bienfaisance et d'enseignement.

Les autres ordres religieux seront soumis à une loi spéciale votée par l'Assemblée Constituante actuelle conformément aux bases suivantes :

1°) Dissolution des Ordres qui, par leurs agissements, constituent un danger pour la sûreté de l'État.

2°) Enregistrement de ceux qui doivent subsister sur un Registre spécial dépendant du Ministère de la Justice.

3°) Impossibilité d'acquérir et de conserver, par eux-mêmes ou par personne interposée, plus de biens que ceux qui, préalablement justifiés, sont destinés à leur logement ou l'accomplissement direct de leurs fonctions exclusives.

4°) Interdiction de se consacrer au commerce, à l'industrie ou à l'enseignement.

5°) Soumission à toutes les lois fiscales du pays.

6°) Obligation de rendre compte annuellement à l'État de l'inversion de leurs biens en rapport avec les fins de l'Association.

Les biens des Ordres religieux pourront être nationalisés.

⁵ Réfugié en France, le Dr Tosquelles développera par la suite sa méthode dite de « *psychothérapie institutionnelle* » à Saint-Alban-sur-Limagnole en Lozère pendant le conflit mondial.

⁶ L'Église avait renforcé sa puissance économique avec la Restauration de 1874 dans son alliance avec le trône. De plus, suite aux expulsions de congrégations en Allemagne, France, Portugal, et *in fine* le rapatriement de ces ordres des Philippines et de Cuba après leur perte en 1898, c'est pour nombre d'Espagnols l'impression d'une véritable « *invasion* » cléricale (les dessins satiriques ne manquent pas de la dénoncer). D'où un violent anticléricalisme populaire à partir de 1834 (incendies d'églises ou de couvents, meurtres de curés et de moines).

⁷ Les journaux catholiques entreprennent une intense propagande contre les mesures laïques. Ainsi le journal catholique catalan *El Matí*, dont l'éditorialiste est Magí Valls – grand-père paternel de l'homme politique Manuel Valls – s'en prend furieusement à des ouvrages tels que le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire et mène une campagne acharnée contre la sécularisation des cimetières en 1931.

mutuel, séparation entre les Églises et l'État. (article 26 de la Constitution). Lors de la rédaction de la Constitution, le projet laïque donna lieu à des incidents, notamment de la part des députés agrariens, basques, navarrais et en général catholiques.

Le 14 octobre 1931, Le président du Gouvernement Manuel Azaña prononçait sa phrase célèbre – qu'il convient d'ailleurs de contextualiser –, à la tribune des Cortes « *L'Espagne a cessé d'être catholique* » (« *España ha dejado de ser católica* »). Les franquistes ne le lui pardonneront pas.

La place des femmes.



Hildegart Rodríguez Carballeira.

Les femmes n'avaient pas attendu l'avènement de la république pour arracher la place qui leur était due, luttant contre le machisme, les traditions patriarcales, la misogynie et le poids de l'Église. Nous avons le cas par exemple, d'une très jeune avocate surdouée, Hildegart Rodríguez Carballeira. D'abord membre des Jeunesses socialistes, elle en est exclue car ses thèses apparaissent par trop radicales et anarchisantes.

Résolument féministe, elle milite pour une éducation sexuelle et le Dr Gregorio Marañón, qui préside la Ligue espagnole pour la réforme sexuelle, la prend comme secrétaire. Elle correspond avec Magnus Hirschfeld et avec Herbert George Wells⁸.

Immédiatement, la République offre la possibilité aux femmes d'être élues députées ; Clara Campoamor, Victoria Kent, et Margarita Nelken. Elles obtiennent le droit de vote le 1^{er} octobre 1931, à l'issue d'une controverse fameuse entre Clara Campoamor (Parti radical) qui y était favorable et Victoria Kent (Parti radical socialiste) qui s'y opposait, craignant l'emprise ecclésiastique sur les femmes dans les confessionnaux... Quant à Margarita Nelken, c'est une écrivaine et femme politique remarquable. On lui doit la traduction de Kafka en espagnol. D'abord élue députée du Parti socialiste (PSOE), elle rejoindra finalement les rangs du Parti communiste (PCE).

Mais le droit de vote n'est qu'une étape. Très vite, les députés adoptent la loi sur le divorce et le mariage civil, qui trouvent une opposition farouche, tout comme la mixité dans les écoles, chez les élus catholiques, dans le

⁸ Hildegart Rodríguez meurt très jeune en 1933, assassinée par... sa propre mère atteinte de paranoïa (cf. Eduardo de Guzmán, *Aurora de sangre. Vida y muerte de Hildegart*, Ed. Gregorio del Toro, Madrid, 1972 et le film *Mi hija Hildegart*, de Fernando Fernán Gómez, et Rafael Azcona, 1977.

⁹ Le fac-similé de la photo est sur internet.

clergé et au plus haut sommet du Vatican.

Pour la première fois on verra une femme maire dans un village d'Aragon, Gallur dans la province de Zaragoza : c'est María Domínguez Remón. Toujours à Saragosse, en 1933, le gouverneur civil Manuel Andrés Casaus, républicain convaincu, tient à poser à ses côtés, ainsi que le maire de la capitale aragonaise, avec les 17 femmes maires de la province ; seize sont des institutrices⁹.

Il faut souligner que les anarchistes feront de la question féminine un de leurs combats avec la création de l'association « *Mujeres Libres* » où l'on doit souligner la personnalité remarquable de Lucía Sánchez Saornil, poétesse et peintre et celle de la doctoresse Amparo Poch y Gascón. Pendant la Guerre civile, une anarchiste deviendra ministre de la Santé, c'est Federica Montseny, membre de la CNT et de la FAI. On lui doit toute une série de mesures relatives à la protection des femmes mais aussi spécifiquement des prostituées. C'est elle, qui pour la première fois en Espagne, fait adopter le droit à l'avortement. Il ne sera reconnu qu'en Catalogne ; le Premier ministre Juan Negrín s'opposera à son extension au-delà.



MUJERES LIBRES (1936-39)

PRECURSORAS DE UN MUNDO NUEVO

“ Sin que pretendamos ser infalibles, tenemos la certeza de llegar en el momento oportuno. Ayer hubiera sido demasiado pronto; mañana, tal vez, sobrado tarde. ”

EXPOSICIÓN

DEL 15 AL 27 DE OCTUBRE

DIPUTACIÓN DE CÓRDOBA
PALACIO DE LA MERCED
SALA ARPILLERA

Quant aux communistes, ils hisseront leur oratrice et militante, Dolores Ibárruri « *La Pasionaria* », au statut d'authentique icône mariale.

Autre militante et écrivaine communiste célèbre, María Teresa León. Parmi les intellectuelles remarquables de cette époque, il faut rappeler quelques noms, comme la philosophe María Zambrano, la linguiste et poétesse Zenobia Camprubí, la peintre surréaliste Maruja Mallo. On peut évoquer aussi l'athlète Margot Moles, ou encore la comédienne Margarita Xirgu qu'affectionnait particulièrement Lorca.

Les franquistes s'acharneront particulièrement sur les

femmes. Dans les zones contrôlées par les factieux, les femmes « rouges » sont immédiatement victimes de sévices ou assassinées. Systématiquement les viols et les meurtres sont perpétrés par les légionnaires ou les Maures. Les phalangistes, avant les exécutions se livrent à un rituel barbare : on tond les femmes et on peint sur leur crâne l'acronyme UHP (*¡Uníos Hermanos Proletarios ! Unissez-vous, Frères Proletaires !*), le slogan de la révolution des Asturies de 1934. Parmi les cas particulièrement ignobles (ils furent innombrables), citons celui de la pianiste anarchiste, Amparo Barayón Miguel. Elle fut assassinée par les phalangistes en octobre 1936 à Zamora, au motif qu'elle était féministe et épouse de l'écrivain Ramón J. Sender. Celles qui survivent sont ostracisées dans les villages ou les quartiers ou alors doivent choisir l'exil.

École et Culture.

Précédant la République, « La Escuela Moderna » de Francisco Ferrer, « Écoles rationalistes », « Ateneos » et « Casas del Pueblo ». L'héritage de la « ILE » (« Institución Libre de Enseñanza »).

« Ateneos » et « Casas del Pueblo ».

Les organisations ouvrières, les cercles républicains avaient déjà ouvert au tournant des années 1900, des

centres culturels et des écoles indépendantes, c'est l'éclosion des *Ateneos* (*Athénées*) libertaires ou républicains, des *Casas del Pueblo* (*Maisons du peuple*) socialistes ou des *écoles rationalistes*. « *La Escuela Moderna* » ouverte à Barcelone en 1901, par le pédagogue anarchiste Francisco Ferrer Guardia est sans doute la plus connue. Elles vont se multiplier sous la république. Des liens culturels se nouent entre les adeptes du *krausisme* et les milieux populaires à Oviedo, Saragosse, Madrid, Barcelone etc. Surgissent alors des *Universités populaires* ou des *Extensions universitaires* (inspirées du modèle anglais d'*University extension*). L'œuvre de Ferrer sera poursuivie par un instituteur libertaire, Joan Puig Elias en 1936 par la constitution du CNU (*Consell de l'Escola Nova Unificada // Conseil de l'école nouvelle unifiée*) en Catalogne. Le CNU créé par le décret de la *Generalitat* du 27 juillet 1936 (dix jours après le déclenchement du putsch) affirmait sa volonté d'en finir avec l'école confessionnelle et de promouvoir une école nouvelle promouvant les principes rationalistes et de solidarité. Une des affiches du CNU avait pour slogan : « *¡No envenenéis a la infancia !* » // « *N'empoisonnez pas l'enfance !* »), rejetant l'embrigadement sous toutes les couleurs de chemises... noires, rouges, bleues, ou brunes...

La ILE, la Institución Libre de Enseñanza.

La rénovation de l'éducation en Espagne a pour point de départ une affaire qui remonte à la fin du XIX^e siècle. Trois professeurs d'université révoqués par le ministre¹⁰ décident de créer une institution libre, c'est-à-dire laïque. La *ILE* (*Institución Libre de Enseñanza // Institution libre d'enseignement*). Ils prônent un enseignement laïque, mixte, préservé des dogmes et des religions, non violent, ouvert sur la nature et les sciences, préservant la liberté de l'enfant. Ils sont par ailleurs convaincus de la nécessité absolue de l'émancipation des femmes dans une société sclérosée et patriarcale. Tous les artisans de l'œuvre scolaire de la République, le républicain Marcelino Domingo ou les socialistes Rodolfo Llopis et Lorenzo



La Canaria, de l'Institution libre d'enseignement (photographie de Christian Franzen en 1903).

¹⁰ Entre 1867 et 1876 Fernando de Castro, Francisco Giner de los Ríos, Nicolás Salmerón avaient refusé de prêter serment sur un credo qui allait de *l'observation du dogme de l'Immaculée Conception, au respect de la monarchie et de la foi catholique, jusqu'à la répudiation du darwinisme*. Révoqués, ils fondent la *ILE*. Ils seront rejoints par d'autres intellectuels comme Joaquín Costa et Gumersindo de Azcárate. C'est le grand pédagogue Juan Bartolomé Cossío qui reprendra l'héritage de la *ILE*. Ils se retrouvent dans une idéologie d'origine allemande, le *krausisme*, sorte d'humanisme teinté de positivisme. Ces intellectuels et pédagogues sont quasiment tous francs-maçons et libres penseurs. Ils sont imprégnés des écrits de Jean-Jacques Rousseau et Condorcet. La *ILE* sera à l'origine de la *JAE* (*Junta de Ampliación de Estudios e Investigaciones Científicas // Conseil de développement des études et recherches scientifiques*), une institution rattachée au ministère d'Instruction publique, mais pourvue d'une large autonomie, l'équivalent d'un CNRS espagnol. Avant le 14 avril, cette institution avait déjà permis de échanges internationaux fructueux. Ainsi la venue en Espagne de Marie Curie, Einstein, Schrödinger, Marinetti, Le Corbusier ou la participation de chercheurs espagnols aux *congrès Solvay* tels Blas Cabrera (physique, chimie) ou Rey Pastor (mathématiques). Mais c'est avec la République que l'institution prendra toute sa dimension.

Luzurriaga, revendiquent cet héritage. L'œuvre scolaire de la République sera absolument prodigieuse. Il faut cependant noter qu'elle avait été précédée d'un bouillonnement d'idées sur cette question depuis des années. Le juriste et historien républicain Joaquín Costa (1846-1911) résumait déjà cette espérance en l'éducation, par sa formule, « *Escuela y despensa, despensa y escuela ...* » : *L'école et l'économie, l'économie et l'école. Il n'y a pas d'autres clés à même d'ouvrir la voie à la régénération espagnole [...]* ».

Deux autres instituts, certes créés auparavant, vont également acquérir un rayonnement international sous la République ; *la Residencia de Estudiantes// La Résidence des étudiants* de Madrid sous l'égide d'Alberto Jiménez Fraud (où s'étaient déjà connus auparavant Federico García Lorca, Luis Buñuel et Salvador Dalí) d'inspiration britannique, et *la Residencia de Señoritas// La Résidence des demoiselles*, présidée par María de Maeztu, faisant la promotion d'échanges avec les universités nord-américaines. Des bourses permettent à ces étudiantes et étudiants de multiplier les échanges en Europe et dans le monde pendant que des étudiants étrangers sont accueillis à Madrid.

La Escuela Nueva (L'École nouvelle).

Certains ont parlé de la « *République des professeurs* » mais il aurait fallu dire plutôt « *la République des instituteurs* ». C'est sous l'inspiration de la *ILE*, mais aussi de l'école laïque française que va s'élaborer la politique scolaire du régime. Le ministre de l'Enseignement est le socialiste Fernando de los Ríos. L'autre personnalité importante du ministère est le républicain Marcelino Domingo récemment revenu de son exil parisien. L'enseignant socialiste et syndicaliste Rodolfo Llopis, proche de Francisco Largo Caballero aura en charge la Direction générale de l'Enseignement primaire. L'école sera gratuite, laïque, obligatoire et mixte.

La pédagogie trouve son inspiration chez l'éducateur suisse Johann Heinrich Pestalozzi et également le « *pédagogue du romantisme* », le réformateur allemand concepteur des « *jardins d'enfants* », Friedrich Fröbel (ou *Federico Fröbel*). Par ailleurs, nombre de jeunes

institutrices et instituteurs n'hésitent pas à se nourrir des méthodes de Maria Montessori, d'Ovide Decroly et de Célestin Freinet, qui représentaient à l'époque l'avant-garde de la pédagogie. S'opposant à la vision soviétique énoncée par Zinoviev « *quoi qu'il en coûte, il faut s'emparer de l'âme de l'enfant* », Llopis¹¹ considère au contraire « *qu'il faut respecter l'âme de l'enfant* ».



Rodolfo Llopis

Le système scolaire républicain n'est pas un calque des autres systèmes européens. Toutefois Llopis s'inspira de *l'école unique/unifiée* autrichienne, en rapport avec le travail comme axe d'activité, tout en l'adaptant à l'Espagne en insistant sur son idéal de solidarité entre les hommes (art. 48). Cette *École nouvelle // Escuela Nueva* qui se voulait active, préservant l'enfant de dogmes politiques et religieux, fut portée hautement par le pédagogue Lorenzo Luzuriaga, en contact avec les grands courants internationaux de rénovation pédagogique comme celui du Nord-Américain John Dewey.

Les Écoles normales seront mixtes. Un plan de formation sérieux des instituteurs et institutrices est élaboré. Le système des concours de recrutement est profondément modifié. Il ne faut pas oublier qu'auparavant la formation des maîtres était très superficielle et elles-ils étaient méprisé-e-s et surtout très mal payé-e-s (« *pasar más hambre que un maestro* »// « *crever autant de faim qu'un maître d'école* » disait le proverbe). Autre innovation, et de taille – surtout par rapport à l'enseignement catholique – *la maîtresse ou le maître ne bat pas l'enfant* – « *el maestro no pega*¹² ».

Les salaires sont réévalués : un instituteur touche 4 000 pesetas annuels (le salaire moyen d'un ouvrier est de 1 500 pesetas). La République engagera une politique de construction massive d'écoles. 6 000 écoles furent construites entre 1932 et 1933. D'autre part « *En quatre ans, entre avril 1931 et avril 1935, le nombre d'institutrices et instituteurs issus des Écoles normales (maestros nacionales) passa de 37 500 à 50 000*¹³. »

¹¹ Rodolfo Llopis avait été invité en 1928 au Congrès panrusse d'enseignement primaire de Moscou. Il y resta six semaines (Vargas, p. 41)

¹² On voit bien cet idéal du maître d'école républicain incarné sous les traits de l'acteur *Fernando Fernán Gómez* dans le très beau film (version française, 2001), *La langue des papillons (La lengua de las mariposas)* de José Luis Cuerda, tiré d'une nouvelle de l'écrivain galicien, Manuel Rivas.

¹³ José María Maravall, prologue (in María Antonia Iglesias *Maestros de la República. Los otros santos, los otros mártires*, Ed. Esfera de los libros, Madrid, 2006).

Une expérience originale « *Les missions pédagogiques* » (*Las misiones pedagógicas*¹⁴).

Le « *Patronage des missions pédagogiques* » (« *Patronato de Misiones Pedagógicas* ») fut créé par le décret du 29 mai 1931. Le projet était présidé par le pédagogue Manuel Bartolomé Cossío. Il s'agissait « *d'apporter chez les gens, de préférence ceux qui vivent dans des localités rurales, le souffle du progrès et les moyens d'y participer [...] de sorte que tous les villages d'Espagne dans leur totalité, même les plus reculés, puissent partager et jouir des avantages les plus nobles qui sont aujourd'hui réservés aux centres urbains* ».

Ce fut un des projets les plus ambitieux et originaux de la II^e République¹⁵. Pour les instituteurs et institutrices, la finalité était triple : d'abord mettre à portée des villageois l'éducation et la culture (par le théâtre, la musique, les conférences ou les débats) mais aussi partager les valeurs républicaines dans une Espagne traditionaliste et rurale¹⁶. Enfin, le but était aussi que ces jeunes institutrices et instituteurs, souvent issus des milieux urbains, découvrent les traditions locales et rurales et s'imprègnent des cultures populaires... Plus de 1 200 villages furent ainsi « *visités* » par ces « *missions pédagogiques* ». Ces jeunes gens découvrirent à leur tour que dans les villages, il existait aussi une culture populaire ancienne et qu'il fallait aussi compter sur elle pour rénover la vie et les coutumes du pays. Certains artistes comme Pedro Salinas ou Federico García Lorca (avec sa troupe de théâtre « *La Barraca* ») vont entreprendre un projet encore plus ambitieux, créer un théâtre populaire itinérant, afin que les œuvres classiques (ou modernes) arrivent dans les moindres coins perdus de la Péninsule. Le ministre de L'Instruction publique Marcelino Domingo, s'écriait non sans lyrisme : « *Maîtres et livres. Ce sont les grandes semailles que l'on doit faire sur la terre d'Espagne.* »

À l'avant-garde de l'architecture.

Enfin, c'est sous la République que surgissent deux mouvements d'avant-garde architecturale l'un à Barcelone le GATCPAC, l'autre à Madrid le GATEPAC (respectivement Groupe d'architectes et techniciens catalans pour le progrès de l'architecture contemporaine et Groupe d'architectes et techniciens espagnols pour le progrès de l'architecture contemporaine) qui entreront en résonance avec les mouvements allemands, suisses,

étatsuniens ou français de Walter Gropius (*Bauhaus*) ou de Le Corbusier.



La figure la plus connue étant celle de Josep Lluís Sert, concepteur du pavillon de la République espagnole pour l'Exposition universelle de Paris de 1937 où fut exposé le *Guernica* de Pablo Picasso et la *Fontaine de Mercure*, d'Alexander Calder.

On doit à Sert le bâtiment de la fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, et celui de la *Fundación Joan Miró* de Barcelone.



Pendant la Guerre civile espagnole et jusque dans les années 1950, les institutrices et instituteurs, les professeurs de lycée et d'université paieront un lourd tribut à la barbarie franquiste : exécutions sommaires, déplacements d'office, épuration, exil... elles-ils étaient coupables d'avoir « *gangrené* » l'esprit des enfants par « *le poison de la ILE* ». Parmi les innombrables martyrs, limitons-nous à quelques cas. Dès octobre 1936, Franco n'osera pas emprisonner le philosophe et professeur Miguel de Unamuno (qui au début l'avait tout de même soutenu) ; il mourra désespéré en résidence surveillée.

¹⁴ Alejandro Tiana, *Las misiones pedagógicas. Educación popular en la Segunda República*, Editorial Catarata, Madrid, 2016.

¹⁵ Il est intéressant de noter que l'expérience des « *misiones pedagógicas* », s'inspirait d'une pratique issue de la révolution mexicaine qui s'était développée depuis 1923, les « *misiones culturales* » (« *missions culturelles* ») à l'initiative du recteur de l'université de Mexico, José Vasconcelos, lui-même avocat et éducateur..

¹⁶ Dans cette même démarche de lutte contre la misère et le retard de l'Espagne rurale le cinéaste Luis Buñuel, tourna en 1933, son documentaire *La Hurdas, tierra sin pan*, grâce au financement – il avait gagné le gros lot de la loterie de Noël - d'un de ses amis aragonais, le peintre anarchiste Ramón Acín. L'artiste sera fusillé en 1936, par les fascistes à Huesca.

Par contre, l'institutrice socialiste, première femme maire d'Espagne, María Domínguez Remón sera fusillée près de Saragosse en septembre 1936 : elle avait eu le tort d'être institutrice et socialiste. En 1937, le recteur de l'université d'Oviedo dans les Asturies, Leopoldo García-Alas García-Argüelles, subit le même sort au motif qu'il est le fils du grand romancier Leopoldo Alas « Clarín »,

auteur de *La Régente*. Salvador Vila Hernández, âgé de 32 ans, arabisant, professeur d'université et recteur de l'université de Grenade, fusillé et jeté dans une fosse commune. Le poète et professeur de français Antonio Machado, mourra en exil épuisé peu après avoir passé la frontière en 1939...

Quel bilan tirer de l'expérience de la II^e République ?

Tout d'abord, elle survient au moment où dans d'autres pays, le parlementarisme entre en crise. Pour autant contrairement à l'idée reçue, il n'y a pas de fatalité. Des républiques libérales parlementaires ont surmonté l'assaut des fascismes malgré des crises graves. Il suffit de voir les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique ou la Tchécoslovaquie. Et même la France avait surmonté la crise de 1934, sans nous arrêter à l'intermède du Front populaire de 1936. C'est l'effondrement militaire de 1940 qui lui donne le coup de grâce.

La Guerre d'Espagne a souvent été décrite sous la forme simpliste du « combat entre la démocratie et le fascisme », certains historiens révisionnistes (Stanley G. Payne, Pío Moa, etc.), ont beau jeu à présent, d'affirmer que la république n'avait pas été forcément « démocratique ».

Mais les USA, la France, le Royaume-Uni des années 30, avaient recours tout autant à un arsenal juridique répressif antidémocratique. Avec ses hauts et ses bas, la censure de la presse s'exerça de 1931 à 1936 et évidemment pendant la guerre civile. La *Loi de défense de la république* adoptée le 21 octobre 1931 sous prétexte de se défendre contre l'extrême droite et contre la restauration de la monarchie pesa surtout contre les organisations ouvrières et les syndicats. La *Loi d'ordre public* (juillet 1933), sous un autre nom, ne fut qu'un changement cosmétique. Plus grave sans doute, les massacres de Castilblanco (Badajoz), d'Arnedo (La Rioja) ou de Casas Viejas (– Cadix – 12 janvier 1933), creusèrent un fossé de sang entre, d'un côté la base ouvrière (en parti-

culier anarcho-syndicaliste), et de l'autre les républicains « bon teint » comme Manuel Azaña. Sans parler des tueries et de la répression d'octobre 1934.

Cela justifiait-il pour autant un coup d'État militaire absolument illégitime contre un gouvernement de droit, élu démocratiquement (nul à l'époque n'avait contesté les résultats) ? Cela justifiait-il l'intervention militaire immédiate étrangère de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste ou du Portugal salazariste ?

De fait, une petite musique tinte derrière ce discours, et elle est reprise depuis des années par les médias. « Pour l'Allemagne, la République de Weimar ne pouvait fatalement que conduire au nazisme... » Pour l'Espagne, la République n'est décrite que comme un épouvantail, l'antichambre de la guerre civile. Cette crainte d'un « retour à un passé abominable » sert à « justifier la Restauration de la monarchie en la personne de Juan Carlos de Bourbon, désigné par le dictateur Franco ». Cette petite musique reprend sous une autre forme l'antienne de la propagande franquiste, elle nous dit : « C'est la République qui est coupable de la Guerre civile. Finalement, heureusement que Franco a fait son coup de force, heureusement qu'il a remis l'économie sur les rails et a préparé in fine l'entrée dans la modernité européenne. La Transition d'après 1975 et la Constitution de 78, avec l'avènement de Juan Carlos n'étaient que la continuité du meilleur des mondes possibles... »

Cette petite musique a finalement voulu effacer l'histoire comme avec une gomme, effacer ce qu'étaient les apports novateurs et même d'avant-garde de la II^e République.

¹⁷ On nous serine Léon Blum, coupable de la « Non-Intervention »... Nul n'ira défendre Blum et son gouvernement radical-socialiste à ce propos. Cependant à y regarder de près, on voit que parmi les premiers signataires du Pacte de « Non-Intervention », on trouve l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie mais aussi l'URSS. Le conflit commence le 17 juillet et ce n'est qu'en octobre qu'arrivent les premières *Brigades Internationales*... Ce que l'on peut voir par contre c'est que, en dépit d'un accord, la France hésite à livrer des armes, alors que Hitler et Mussolini interviennent dès les premières heures. Staline ne livrera l'armement que contre paiement préalable avec les réserves d'or de la Banque d'Espagne. L'autre élément à voir c'est que, si à la tête du gouvernement à Madrid, il y avait eu un homme comme le socialiste Indalecio Prieto, l'intervention aurait été sans doute immédiate, contrairement aux atermoiements d'un républicain comme Santiago Casares Quiroga.. Mais avec des si...



Un dernier point, et il est directement en rapport avec le présent. Chacun pensait que l'on ne parviendrait pas à se débarrasser de la dépouille du dictateur au *Valle de los Caídos* (le mausolée édifié par la dictature à sa propre gloire). Pedro Sánchez l'a fait, c'est tout à son honneur. Mais il a dû auparavant aller négocier avec le Vatican. Le pape a donné son accord... le corollaire étant le maintien du privilège d'exemption des impôts fonciers, l'IBI (*Impuesto sobre Bienes Inmuebles*). Le 15 mars dernier, Pedro Sánchez, chef du gouvernement, membre du PSOE a déposé une couronne aux couleurs... de la monarchie sur la tombe du dernier président de la République espagnole, Manuel Azaña, à Montauban. Il aurait pu se contenter de déposer une gerbe de roses ou d'œILLETS... Il a certainement voulu marquer qu'il était le chef du gouvernement de la monarchie... Passons. Mais nous touchons là toutes les ambiguïtés de cette nouvelle « gauche ».

Quand fut discutée la Constitution espagnole octroyée de 1978, aucun parti



« de gauche » ne proposa que l'État fût laïque. Un seul député le proposa, Heribert Barrera de la Gauche républicaine de Catalogne – ERC – (encore avait-il dû se présenter sous d'autres sigles et ôter la mention « républicaine » – pas un seul parti avec le label « républicain »

ne fut légalisé en 1977. Il est vrai que parmi les sept rédacteurs de la Constitution de 1978, six étaient militants d'organisations démocrates-chrétiennes...

Concernant les "centros concertados" ("établissements sous contrat", sorte de copier-coller de la loi Debré) : l'accord a été négocié dès la mort de Franco, secrètement par Marcelino Oreja Aguirre, membre de l'Opus Dei, de concert avec Adolfo Suárez, entre 1976 et 1979 avec le Vatican. Il est conclu à l'insu des Cortes (le Parlement). Mais il n'a jamais été remis en cause ni par le PCE ni par le PSOE, ni par les autres organisations de gauche. Il pourrait parfaitement l'être puisqu'il a été négocié et conclu hors de tout contrôle démocratique.

Il est intéressant de savoir que le secrétaire d'État du Saint-Siège (l'équivalent de ministre des Affaires étrangères) n'était autre que le cardinal français, Mgr Jean-Marie Villot. Il a servi successivement sous les pontificats des papes Paul VI, Jean-Paul I^{er} et Jean-Paul II. Jean-Paul II, un fin diplomate que d'aucuns accusent d'avoir maquillé la mort de l'éphémère Jean-Paul I^{er} (sans doute des ragots de mauvaise... foi). Pour faire oublier le Concordat franquiste de 1954, ce nouveau traité a été baptisé « *Accords entre l'État espagnol et le Saint Siège* ». Mais il s'agit de fait d'un Concordat, d'un traité à valeur internationale qu'il sera difficile de dénoncer...

Et là encore, que nous dit Alfonso Guerra, ancien haut responsable du PSOE, vice-président du gouvernement de Felipe González ? :

« [...] De toutes façons, le Gouvernement socialiste a été celui qui a donné le plus d'argent à l'Église par le biais des établissements sous contrat. Il est vrai que nous l'avons fait dans le but de tenir nos engagements quant à l'objectif d'égalité des chances. Nous étions partisans de ce que l'enseignement fût gratuit pour tous. Celui qui voudrait donner à ses enfants une éducation dans des écoles où il y aurait des cours de dressage de poulains et d'équitation... il n'avait qu'à se les payer. Cela étant, il y avait beaucoup de collèges régis par des ordres religieux, où allaient des élèves de familles modestes, et ces familles avaient du mal à payer ces études, d'autres ne pouvaient même pas les payer. Alors nous avons dit : D'accord, nous, nous payons, pour autant que l'établissement scolaire s'en tienne à un corpus d'idées non confessionnel, que vous respectiez une inspection et des normes. Nous le payons parce que nous voulons que ce soit gratuit pour les étudiants, non que nous voudrions que vous donniez davantage d'argent à l'Église. Établissons des barèmes pour évaluer combien coûte ce type d'enseignement, et nous le payons, nous autres : seulement pour que l'enseignement soit gratuit [...] ». María Antonia Iglesias, *La mémoire retrouvée*. Ce que jamais

Quelques ouvrages de référence

ALBA Victor, *Histoire des Républiques espagnoles*, Éd. Nord-Sud, Vincennes, 1948.

BEEVOR Antony, *La Guerre d'Espagne*, Éd. Calmann-Lévy, Paris, 2006.

BOLLOTEN Burnett, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution*, Éd. Agone, Paris, 2014.

BROUÉ Pierre et TÉMIME Émile, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Les éditions de Minuit, Paris, 1961.

COLECTIVO, Ignacio Escolar, Eduardo González Calleja, Ángel Viñas. Josefina Carabias, Elena Cabrera, etc, *Las luces de la República*, Extra "El Diario", marzo 2021

DULPHY Anne, *Histoire de l'Espagne de 1814 à nos jours. Le défi de la modernisation*, Paris, Nathan, 1992. Coll. 128. Histoire

GODICHEAU François, *La Guerre d'Espagne. De la démocratie à la dictature*, Éd. Découverte Gallimard, Paris 2006.

GUZMÁN Eduardo de, 1930. *Historia política de un año decisivo*, Ed. Tebas, Madrid, 1973.

IGLESIAS María Antonia, *La memoria recuperada. Lo que nunca han contado Felipe González y los dirigentes socialistas*, Ed. Aguilar Madrid, 2003, p 750



édité par le CREAL76 , juin 2021.

Comité de réflexion et d'action laïque de Seine-Maritime

www.creal76.fr

creal76@creal76.fr